

Seurot, François. *Les économies socialistes*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? », no 2123, 1983, 128 p.

André Joyal

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701765ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701765ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1984). Compte rendu de [Seurot, François. *Les économies socialistes*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? », no 2123, 1983, 128 p.] *Études internationales*, 15(4), 942-944. <https://doi.org/10.7202/701765ar>

gestion de fonds des banques, compagnies d'assurance, mutual funds, SICAV, etc.), gestionnaires de portefeuille, effectuant des placements obéissant à un impératif de rentabilité sûre et non de contrôle. Les banques d'affaires interviennent sous forme de crédit et de prises de participation, mais ne dominent l'industrie que dans les capitalismes retardataires. La rentabilité qu'elles recherchent est directement liée au profit industriel. « La logique financière de la banque d'affaires est alors très proche d'une stratégie industrielle ». (p. 88).

Précédée par le mode familial et privé fractionné des managers, l'appropriation technocratique débute avec la crise de la fin des années 1960. Elle correspond à une époque où la concentration s'accroît et la propriété individuelle se dilue entre les mains des investisseurs institutionnels.

La stratégie et les profils des groupes multinationaux constituent les sujets de la troisième partie. Avec l'élévation du niveau de concentration, le groupe sécrète un surproduit grandissant dont la gestion entraîne le développement d'une fonction ou stratégie financière de la firme. Pour les industries, la concentration se signale par la formation d'une grappe de filières technologiques complémentaires obtenant les gains de productivité les plus élevés. La stratégie conglomérale de croissance externe, de diversification et de maximisation des actifs, en honneur pendant les années 1960 (par exemple, ITT), a été abandonnée au profit d'une restructuration sur quelques lignes de produits. Quant aux groupes financiers à dominante industrielle, ils ne peuvent longtemps supporter la cohabitation de la fonction industrielle et de la fonction bancaire au sein d'un ensemble concentré de capitaux. (p. 132)

La hiérarchie des profils financiers (autonomes, intégrés, étatiques) relève de trois modèles différents de la structure d'endettement, du mode de financement et de la stratégie financière. L'auteur conclut à la tendance à l'éclatement des groupes financiers, conséquence de l'autofinancement des groupes industriels et de leur désendettement à l'égard de leurs coeurs bancaires. (pp. 170-171) Les secteurs industriels à forte productivité sont

l'objet d'ententes entre firmes visant à des partages de marché, des spécialisations sectorielles, etc.. À la lumière des négociations de 1983 sur l'électronique grand public entre firmes européennes et japonaises, l'on doit penser que l'auteur se montre peut-être trop prompt à croire à l'instauration de l'interdépendance et de la coopération.

Au terme de cette étude, il convient de se demander si l'amélioration de la productivité industrielle, et, partant, de l'investissement, ne se trouvent pas en contradiction avec la fonction financière sans cesse grandissante des FMN. Peut-on attendre que le surplus, au lieu d'être orienté vers des opérations financières (fusions, absorptions, etc.) serve à développer de nouvelles capacités de production, compte tenu que celles-ci demeurent vouées à une obsolescence et un amortissement rapides? Bref, les FMN sont-elles vraiment porteuses de la solution à la crise?

L'ouvrage de P. Grou est riche en tableaux et en organigrammes. Sa lecture est cependant ardue, car la matière, très condensée, est présentée d'une manière saccadée, comme s'il s'agissait d'une dissertation abrégée pour fin de publication.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

SEUROT, François. *Les économies socialistes*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? », no. 2123, 1983, 128 p.

Ceux qui, comme nous, ont lu avec beaucoup d'attention, à la fin de leur adolescence, la réédition de deux anciens numéros de la collection « Que sais-je? » intitulés: « Le socialisme » et « L'économie planifiée » trouveront fort à propos la publication d'un ouvrage portant cette fois, sur les économies socialistes. À vingt ans, nous étions nombreux à rêver à un changement de système économique à la faveur, bien sûr, d'une évolution vers le socialisme. Aujourd'hui les faits économiques dans les pays où l'expérience est vécue, incite à la prudence en faisant la part entre les mythes et

la réalité. L'abondante littérature sur le socialisme « réel » ou « existant » est de nature à faire perdre leurs illusions à ceux qui ont cru aux lendemains qui chantent. En plus du socialisme de type stalinien, on a écrit sur le « socialisme français (cf. R. Garaudy: un modèle qui ne ressemblait en rien à celui que l'administration Mitterrand se voit forcé de mettre en oeuvre), le socialisme suédois et sur bon nombre d'autres exemples. Il est donc heureux que cette collection, sous la forme qu'on lui connaît, ait décidé de consacrer un numéro permettant de faire le point à la lumière de l'expérience des années 60 et 70.

Cependant, le titre choisi risque de décevoir le lecteur qui souhaiterait obtenir une synthèse sur l'évolution de la situation économique des différents pays ayant adopté, selon plusieurs variantes, la voie socialiste. En effet, dès le début, l'auteur annonce qu'il s'applique essentiellement (mis à part un coup d'oeil sur la Chine) à décrire le fonctionnement des économies de type soviétique (ETS).

On comprend François Seurot, professeur à Nantes et à l'ESSEC, d'avoir voulu traiter surtout de ce qu'il connaît. Ayant publié récemment, un ouvrage sur l'emploi et l'inflation dans les pays socialistes, il a collaboré à un ouvrage collectif publié sous la direction de Marie Lavigne où il a traité des formes de marché dans les ETS. Il s'était d'ailleurs fait connaître en écrivant sur la question une intéressante contribution à un ouvrage controversé, publié en 1977, par un groupe de « nouveaux économistes » qui semblaient avoir « retrouvé l'économie ». De par ses études et ses travaux, il est évidemment mieux placé pour parler du modèle soviétique que du socialisme en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. De toute façon, même si le monocratisme a été rejeté depuis le début des années '60, l'influence du modèle stalinien est toujours très grande malgré l'abondance des réformes qui ne font que justifier l'adage « Plus ça change plus c'est pareil ».

Mis à part quelques références « qui vont de soi » à des spécialistes des économies socialistes, l'auteur met à profit des écrits antérieurs et ses connaissances du russe pour four-

nir une information pertinente. Destiné à un vaste public cet ouvrage ne prétend pas apporter une contribution nouvelle en fournissant des éléments susceptibles de faire avancer les connaissances du lecteur initié. Ce dernier connaît la distinction entre les plans à court, moyen et long terme ou ce que signifie le principe du « hozrasçet. » Il connaît la différence entre un sovkhoze et un kolkhoze ainsi que l'importance du problème que pose le peu de fiabilité des informations véhiculées des centres de production vers le Bureau central de la planification. Ceci étant, l'auteur a su parsemer, ici et là, des informations ou des précisions qui savent retenir l'intérêt des lecteurs familiers avec le sujet. Bon nombre, parmi ceux-ci seront étonnés d'apprendre que le père des principes soviétiques de centralisation est un certain Karl Ballod dont un ouvrage, publié à Berlin au tournant du siècle, a connu une grande influence au moment de la préparation du premier plan quinquennal. Dans les diverses parties du volume, sous des titres très généraux comme: la planification, les réformes, l'industrie, l'agriculture, le commerce extérieur etc..., l'auteur a habilement distribué des informations de façon à soutenir l'intérêt du début à la fin.

Sur le sujet traité, il y a tellement à dire qu'il est trop facile d'écrire que l'auteur aurait dû s'étendre sur tel ou tel aspect. Limité par la forme de la publication, des choix doivent être posés, ce qui conduit à reconnaître que l'essentiel a bel et bien été traité. Par exemple, sur le chapitre sur la planification, comment ne pas être d'accord avec l'auteur lorsqu'il fait ressortir ce qui est considéré par les économistes des pays de l'Est comme étant le plus grand problème du fonctionnement de la planification et caractérisé par l'expression « La tricherie optimale ». On se rapporte ici aux informations falsifiées allant des centres d'exécution (les entreprises) vers le centre de décision (le Plan). On sait que pour s'assurer de rencontrer les normes prescrites et/ou s'assurer de toucher les primes accompagnant les résultats de la production, les firmes ont tout intérêt à biaiser vers le bas les informations concernant leurs capacités productives. Ce problème étant bien perçu par les autorités des pays socialistes, il a suscité, avec d'autres

raisons, la mise en opération de diverses réformes administratives et économiques.

C'est dans le chapitre sur ces dernières que l'auteur respecte au mieux le titre de l'ouvrage puisqu'en plus de l'URSS, il traite de la Hongrie et de la Pologne, alors que la RDA, la Bulgarie et la Roumanie se méritent tout au plus une page. L'intérêt manifesté en Occident envers la Pologne peut expliquer que l'auteur y ait accordé une place aussi importante qu'à celle de la Hongrie. Cependant, on peut regretter qu'une plus grande part ne fut pas accordée au « socialisme de la goulache » dont le « nouveau mécanisme économique » mis en oeuvre en 1968 a soulevé beaucoup d'espoir chez les partisans de la décentralisation. À la décharge de l'auteur, il faut reconnaître que le socialisme des Maggyars a suscité une littérature plus importante que ne le justifie l'ampleur des réformes mises en vigueur. Il semble bien, que malgré tout, on peut considérer la Hongrie comme une économie de type soviétique. Or, quand l'auteur mentionne que l'entreprise hongroise, en vertu de la réforme de 1968, est libre de choisir les quantités qu'elle produira ainsi que ses fournisseurs et ses clients, il faut signaler que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Budapest depuis ce célèbre 1^{er} janvier. Beaucoup d'entreprises hongroises se trouvent, en fait, dans une situation qui se rapproche de celles que connaissent leurs consoeurs avoisinantes.

C'est peut-être d'ailleurs ce qui a amené l'auteur à traiter de l'entreprise industrielle sous une forme générale sans faire vraiment référence aux spécificités pouvant se rencontrer dans l'un ou l'autre des pays de l'Est. Les caractéristiques de leur fonctionnement conduisent les entreprises, comme il est fait remarqué fort pertinemment, à ne pas faire d'effort en vue d'utiliser les technologies les plus performantes. Ce qui explique, en partie, la faiblesse de la productivité.

En ce qui regarde les chapitres sur le travail et la consommation, on se serait attendu à ce que l'auteur traite davantage d'un sujet à la mode depuis quelques années, soit l'économie parallèle ou « seconde ». On sait que la documentation sur le sujet se fait de plus en

plus abondante. En ce qui regarde la Hongrie, on peut bénéficier des écrits (en français ou en anglais) d'économistes de l'Université de Karl Marx. Avec l'évolution grandissante que connaissent ces activités non officielles (ou non comptabilisées) autant à l'Ouest qu'à l'Est, les partisans de la théorie de la convergence des systèmes économiques ont un argument supplémentaire.

En traitant des performances des économies socialistes, l'auteur souligne un débat qui est aussi vieux que l'expérience soviétique en matière de planification; celui entourant le fameux mécanisme régulateur dans une économie socialiste. À Moscou, il y a quelques années, les plus éminents économistes se sont réunis pour en traiter. Lancé par Boukarine et Preobrajenski, ce débat semble loin d'être clos.

Enfin, dans les premières lignes d'un bref passage consacré à la Chine, comment ne pas être d'accord avec l'auteur quand il écrit qu'il n'y a pas de modèle chinois mais plutôt une série de modèles plus ou moins centralisés qui se sont succédés depuis 1949. La Chine étant ce qu'elle est, il lui faudrait un numéro à part. On partage également l'avis de l'auteur lorsque, en guise de conclusion, en s'appuyant sur la nature de la réforme de 1979 en URSS, il dégage que l'évolution s'oriente davantage vers une véritable planification centralisée, au détriment du rôle que pourrait se voir accorder le marché.

Un livre à conseiller aux étudiants et, pourquoi pas, à leurs professeurs.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*